

# Réformes structurelles et croissance économique dans les économies de marché émergentes

---

*Jeannine Bailliu et Christopher Hajzler, département des Analyses de l'économie internationale*

- Les perspectives de croissance dans les économies de marché émergentes sont un élément important des perspectives mondiales. Ces économies représentent aujourd'hui 60 % du produit intérieur brut mondial. La croissance a cependant ralenti dans bon nombre de grandes économies émergentes depuis la crise financière de 2007-2009.
- Les réformes structurelles peuvent accroître la productivité en améliorant l'efficacité de l'affectation des ressources, et elles pourraient par le fait même avoir une incidence considérable sur la croissance. Il ressort toutefois de la littérature que la réalisation de tels progrès est fortement liée à la mise en place de politiques budgétaires et monétaires complémentaires et à l'ordre dans lequel les réformes sont mises en œuvre.
- En 2009, le G20 a lancé une stratégie en vue de parvenir à une croissance forte, durable et équilibrée. L'un des principaux volets de l'initiative était la promotion de réformes structurelles au sein des pays membres. Plusieurs grandes économies émergentes accomplissent actuellement d'importants progrès vers la réussite des objectifs de ces réformes.

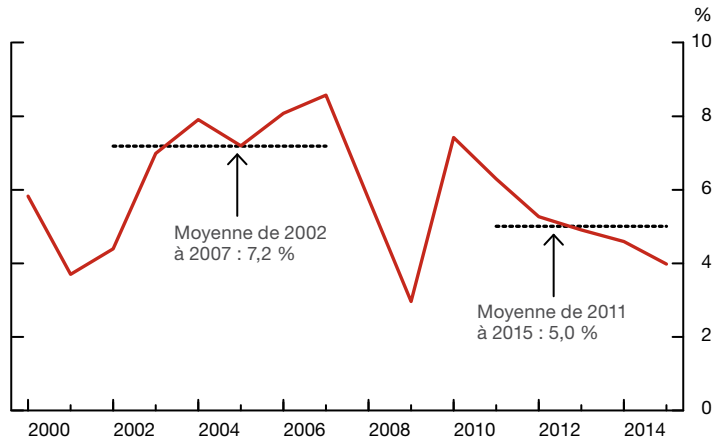
La croissance a ralenti de façon marquée dans de nombreuses économies de marché émergentes depuis la crise financière mondiale de 2007-2009 (**Graphique 1**)<sup>1</sup>. Selon la Banque mondiale (2014), près des deux tiers du ralentissement observé dans ces économies s'expliqueraient par un recul de la composante cyclique de la croissance, tandis que l'autre tiers serait imputable à des facteurs de nature structurelle, induits par la décélération de la croissance de la productivité totale des facteurs (PTF). Dans un contexte où la conjoncture économique internationale devrait rester caractérisée par un climat de morosité à plus ou moins court terme et où certains pays émergents connaîtront un vieillissement démographique, il sera de plus en plus important pour les économies émergentes de rehausser leur croissance potentielle en veillant à faire avancer les réformes structurelles. Si les réformes doivent répondre à des besoins propres à chaque pays, elles ont néanmoins en commun de favoriser des investissements efficaces et de réduire les obstacles structurels et institutionnels à la croissance de la productivité.

---

<sup>1</sup> Si l'on exclut la Chine, la croissance du produit intérieur brut (PIB) des économies émergentes est passée d'environ 6 % à quelque 4 %.

**Graphique 1 : Croissance dans les économies de marché émergentes depuis la crise financière mondiale**

Taux de croissance en glissement annuel du PIB réel dans les marchés émergents



Source : Fonds monétaire international

Dernière observation : 2015

Les performances économiques des pays émergents sont l'un des principaux moteurs de la croissance mondiale, car ces pays représentent désormais plus de 60 % du produit intérieur brut (PIB) mondial et 75 % de sa croissance. En outre, les perspectives des pays émergents revêtent une importance certaine pour l'économie canadienne, vu qu'ils sont d'importants consommateurs de produits de base et que nombre des principales économies émergentes constituent des marchés en rapide expansion pour les exportations des entreprises canadiennes. Pour cette raison, la politique monétaire canadienne doit pouvoir s'appuyer sur une analyse du rôle des réformes structurelles dans la création de la croissance parmi les économies émergentes.

Le présent article offre d'abord une analyse des leviers de la croissance mis en jeu par les réformes structurelles. Sont ensuite passées en revue les grandes vagues de réformes qu'ont connues les pays émergents, puis décrits les objectifs prioritaires des réformes structurelles dans ces pays. Enfin, l'article propose une évaluation des mécanismes par lesquels les réformes structurelles influent sur la croissance de la production potentielle dans plusieurs des grandes économies émergentes.

**En quoi consistent les réformes structurelles et pourquoi important-elles pour la croissance des économies émergentes?**

Les réformes structurelles visent à accroître la productivité en réduisant les obstacles à l'affectation efficace des investissements, à l'emploi, au commerce des produits et services, et à l'innovation. Les obstacles qui nuisent à l'affectation efficiente des ressources sont multiples, et l'éventail des réformes qui pourraient y remédier est tout aussi large. Les obstacles courants concernent la lourdeur des procédures relatives à la délivrance de licences ou de permis et à l'impôt, les lacunes dans l'exécution des contrats, la rigidité des marchés du travail, et une réglementation favorisant les monopoles locaux et les entreprises du secteur public. La piètre qualité

◀ *Les réformes structurelles visent à accroître la productivité en réduisant les obstacles à l'affectation efficace des investissements, à l'emploi, au commerce des produits et services, et à l'innovation.*

des infrastructures peut également entraîner une diminution de l'investissement et de la productivité, car elle augmente le temps et les dépenses nécessaires à la mise sur pied et à l'exploitation d'une entreprise.

Selon une récente étude de la Banque mondiale, certains obstacles structureaux nationaux ont contribué au ralentissement de la croissance de la productivité enregistré dernièrement dans de nombreux pays émergents, particulièrement au Brésil, en Russie, en Inde et en Chine (Didier et autres, 2015)<sup>2</sup>. Faute de plans de réforme crédibles, ces obstacles, conjugués à une situation démographique défavorable et à l'incertitude politique intérieure, continueront de freiner la croissance<sup>3</sup>. Or, face à un éventail aussi large de réformes potentiellement bénéfiques, il est difficile d'établir un ordre de priorité. Il convient également de tenir compte d'un certain nombre de facteurs au moment de définir le jeu de mesures à adopter au sein d'un pays donné, et de déterminer la séquence et l'échelonnement appropriés des réformes. Ces facteurs sont entre autres les faiblesses institutionnelles, la conjoncture économique, la marge de manœuvre budgétaire et la réussite des réformes antérieures.

Dans le souci de donner un aperçu de ces difficultés, nous nous concentrons sur cinq grandes catégories de réformes que les études présentent comme porteuses de croissance pour les économies émergentes : 1) la concurrence et la réglementation des marchés; 2) la politique relative au marché du travail; 3) la qualité de la gouvernance et des institutions; 4) la qualité des infrastructures; 5) la libéralisation des échanges et du secteur financier. Il importe de retenir de cet aperçu que les avantages attendus des progrès accomplis dans l'un ou l'autre de ces domaines dépendent de la capacité de l'État à mettre à exécution des politiques complémentaires et de la séquence de leur mise en œuvre. Ces conditions varient selon la situation des différents pays, et reflètent la conjoncture macroéconomique ainsi que les résultats des réformes passées.

Il y a donc lieu de penser qu'un programme de réforme unique ne serait pas d'une égale efficacité dans chacune des économies émergentes. Quelques grands principes peuvent néanmoins être dégagés. Par exemple, les effets de la libéralisation des échanges positifs pour la croissance sont complétés par une diminution des barrières réglementaires contre la concurrence et une décongestion des infrastructures, ce qui semble indiquer que la mise en œuvre de telles réformes dans une succession rapide pourrait être avantageuse. Par ailleurs, même si certaines économies émergentes pourraient tirer parti de l'amélioration de la qualité des infrastructures et de la libéralisation du secteur financier, les réformes dans ces domaines peuvent avoir des conséquences négatives dans les pays où la gouvernance et les institutions sont relativement faibles. La libéralisation et l'ouverture du secteur financier peuvent aussi être une source d'instabilité en présence de barrières commerciales importantes. Enfin, la séquence optimale pour la mise en place des réformes, ainsi que l'échelonnement le plus adapté, dépend du rythme d'exécution des réformes qui serait envisageable et de l'étendue des politiques budgétaires et monétaires de soutien.

◀ *Les avantages attendus des progrès dans l'un ou l'autre de ces domaines dépendent de la capacité de l'État à mettre à exécution des politiques complémentaires et de la séquence de leur mise en œuvre. Ces conditions varient selon la situation des différents pays.*

<sup>2</sup> Les auteurs de l'article estiment que la baisse de la croissance de la production potentielle dans les économies émergentes est à l'origine de près du tiers du ralentissement de la croissance observé depuis 2010, et qu'environ la moitié de ce ralentissement s'explique par le recul de la croissance de la productivité.

<sup>3</sup> Même les politiques monétaires traditionnelles et les politiques budgétaires visant à contrer la baisse de l'activité économique peuvent devenir inefficaces si les mesures d'incitation à l'investissement et de relance du crédit bancaire subissent de fortes distorsions (Fonds monétaire international, 2015).

## Principaux domaines de réforme dans les économies émergentes

Les avantages potentiels de la libéralisation des échanges et des marchés financiers sont bien décrits dans les études existantes. Toutefois, les réformes de la réglementation des marchés de produits (RMP) et de l'investissement dans les infrastructures retiennent de plus en plus l'attention. Des études récentes fondées sur de nouveaux ensembles de données révèlent que des améliorations apportées à la RMP et aux investissements en matière d'infrastructures peuvent avoir une incidence tout aussi forte sur l'expansion que l'ouverture de l'économie aux échanges internationaux et aux flux de capitaux, dont les retombées ont été jugées considérables<sup>4</sup>.

Il existe plusieurs pistes d'explications à ce récent intérêt porté aux réformes de la RMP et aux infrastructures, observé non seulement dans la littérature économique, mais aussi dans les objectifs des réformes des pays émergents. Premièrement, la Banque mondiale et d'autres ont établi que la détérioration de la qualité des infrastructures est un obstacle majeur à la croissance dans les économies émergentes<sup>5</sup>. Deuxièmement, la capacité des décideurs à rallier le soutien politique et à réunir les ressources gouvernementales nécessaires à la mise en œuvre de vastes réformes structurelles est bien souvent limitée. Le coût de renonciation associé à une intensification de la libéralisation des échanges et du secteur financier pourrait avoir augmenté par rapport aux avantages escomptés, particulièrement dans les marchés où les réformes précédemment menées dans ces domaines ont déjà permis d'engranger les gains les plus importants<sup>6</sup>.

Enfin, les avantages découlant de toute réforme demeureront limités si aucune politique ou réglementation complémentaire appropriée n'est mise en place. Hausmann, Rodrik et Velasco (2008), par exemple, proposent un cadre qui illustre pourquoi les bénéfices d'une réforme dépendent essentiellement de l'élimination préalable des obstacles les plus contraignants. Comme il en sera question dans la prochaine section, de nombreuses économies émergentes avaient déjà entrepris de libéraliser très largement leurs échanges et leur secteur financier dans les années 1980 et 1990. Par conséquent, même si les gains à tirer d'une libéralisation accrue pourraient être importants, le mieux resterait encore d'accorder la priorité à d'autres domaines où les réformes ont relativement peu progressé récemment (comme la RMP et les infrastructures). En fait, selon certaines théories économiques, un volume trop élevé d'échanges de biens ou de flux financiers à l'échelle internationale pourrait même nuire à la croissance si les obstacles à la concurrence sur le marché national sont nombreux et le degré de

---

4 Selon Djankov, McLiesh et Ramalho (2006), une amélioration du droit des affaires dans un pays telle qu'elle fasse passer ce pays du plus bas quartile au plus élevé s'accompagne d'un gain de croissance annuelle de 2,3 %. Nicoletti et Scarpetta (2003) obtiennent, ainsi que Loayza, Oviedo et Servén (2005), des estimations similaires avec d'autres mesures de la réglementation des affaires. Par comparaison, une libéralisation qui ferait passer les échanges ou le compte de capital d'un niveau « faible » à un niveau « modéré » ajouterait environ 1 % à 2 % à la croissance annuelle moyenne à moyen terme (par exemple, Sachs et Warner, 1995; Honig, 2008; Wacziarg et Welch, 2008; Saadi Sedik et Sun, 2012). Pour de l'information sur les effets tout aussi marqués des investissements dans les infrastructures, voir entre autres Calderón et Servén (2010).

5 Voir Calderón et Servén (2008), le Fonds monétaire international (2014) et le communiqué de presse d'octobre 2014 de la Banque mondiale intitulé « Le Groupe de la Banque mondiale lance le Mécanisme de financement des infrastructures » : <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2014/10/09/world-bank-group-launches-new-global-infrastructure-facility>.

6 Voir Poloz (2016) pour une analyse de la diminution des avantages marginaux associée à une libéralisation accrue des échanges. Par ailleurs, il semble que de nombreuses économies émergentes aient déjà éliminé les barrières commerciales qui suscitaient le moins de controverse lors de cycles de négociations antérieurs chapeautés par l'Organisation mondiale du commerce; l'élimination des obstacles restants pourrait apparaître onéreuse sur le plan politique pour les gouvernements.

responsabilisation des instances dirigeantes est élevé<sup>7</sup>. Chang, Kaltani et Loayza (2009) étayent cette position en montrant que la relation entre la libéralisation des marchés et la croissance pourrait être négative pour les économies qui ont négligé d'investir dans les infrastructures publiques, d'approfondir leurs marchés financiers et de réduire les barrières à l'entrée pour les entrepreneurs.

## Politiques complémentaires des réformes structurelles

Plusieurs autres catégories de réformes se caractérisent par des politiques complémentaires. Par exemple, même si les investissements en infrastructures accentuent les retombées de la libéralisation des échanges en en faisant baisser les coûts, les décideurs pourraient parallèlement devoir renforcer la responsabilité des gouvernements. (Voir Esfahani et Ramírez [2003], qui concluent que les gains attribuables aux investissements dans des projets d'infrastructure dépendent en grande partie de la qualité de l'exécution des contrats et de la crédibilité des gouvernements.) En effet, l'une des raisons qui justifient le renforcement des mécanismes de responsabilisation dans le domaine de la gouvernance est que l'absence de contrôles adéquats peut déboucher sur une diminution des services publics ou une mauvaise affectation des fonds. Récemment, les gouvernements de certains pays émergents (par exemple, le Brésil, la Chine et l'Indonésie) se sont attaqués directement au problème en lançant des campagnes nationales de lutte contre la corruption et en consacrant davantage de ressources à la surveillance des actions des fonctionnaires et aux enquêtes. Or, la réduction des obstacles administratifs à l'entrée pour les entrepreneurs pourrait aussi faire diminuer indirectement la corruption tout en procurant des avantages économiques directs, car si les procédures réglementaires imposées aux entreprises privées sont allégées, les fonctionnaires auront moins d'occasions de leur soutirer des pots-de-vin (Djankov et autres, 2002; Caselli et Gennaioli, 2008).

L'incidence positive de la libéralisation du secteur financier sur la croissance dans les économies émergentes dépend aussi de la qualité de la gouvernance et des institutions (Prati, Onorato et Papageorgiou, 2013; Christiansen, Schindler et Tressel, 2013). La libéralisation du secteur financier stimule la croissance en entraînant une réaffectation des capitaux au profit d'entreprises plus efficaces<sup>8</sup> et une baisse des coûts de financement liés à l'entrée des entreprises et à la recherche-développement<sup>9</sup>. Il faut cependant noter qu'une étude a révélé que la libéralisation du secteur financier pourrait nuire à la croissance dans les pays où la qualité des institutions laisse à désirer (Prasad, Rajan et Subramanian, 2007). Ce phénomène s'expliquerait entre autres par les détournements de fonds qui tendent à avoir cours parmi les bureaucrates corrompus ou les responsables d'entreprises. Une plus grande ouverture des marchés financiers et une exécution inadéquate des contrats favorisent davantage ce type de détournement<sup>10</sup>.

◀ *L'absence de contrôles adéquats peut déboucher sur une diminution des services publics ou une mauvaise affectation des fonds.*

7 De façon plus générale, selon la « théorie de l'optimum de second rang », si certains obstacles économiques ou défaillances du marché ne peuvent être éliminés sur-le-champ, la meilleure solution de rechange pourrait nécessiter de prendre des décisions dans d'autres domaines, ce qui n'aurait pas été optimal autrement.

8 Voir en ce sens Galindo, Schiantarelli et Weiss (2007) ainsi que Abiad, Oomes et Ueda (2008).

9 Voir Rajan et Zingales (1998) ainsi que Gorodnichenko et Schnitzer (2013).

10 Voir Blackburn et Forges-Puccio (2010), La Porta et autres (2000), et Djankov et autres (2008). Ces points de vue concordent aussi avec les informations présentées par Herwartz et Walle (2014), qui constatent que des niveaux de libéralisation très élevés des marchés financiers atténuent généralement l'effet galvanisant du développement des marchés financiers sur la croissance, tandis qu'une grande libéralisation des échanges commerciaux l'amplifie.

Les décideurs doivent aussi tenir compte des facteurs cycliques lorsqu'ils déterminent le juste assortiment de réformes structurelles, car le coût de certaines réformes peut être amplifié en période de récession. Bordon, Ebeke et Shirono (2016) montrent par exemple que les gains réalisés dans le cadre de réformes du marché du travail tendent à être neutralisés dans les premières années par une hausse du rythme de destruction des emplois lorsque les réformes sont mises en œuvre en période de ralentissement économique<sup>11</sup>. Ils montrent également que les réformes de la RMP ne font pas croître le niveau de l'emploi en période d'assainissement des finances publiques ou de resserrement de la politique monétaire.

## Séquence optimale des réformes

La manière d'échelonner la mise en œuvre d'un ensemble de réformes complémentaires peut également avoir de l'importance. Revenant sur l'échec de la libéralisation des échanges en Amérique latine dans les années 1970, Edwards (1984), Frenkel (1982) et d'autres ont cherché à savoir si l'une des raisons pour lesquelles la libéralisation avait profité à certains pays et non à d'autres ne pouvait pas être que, dans bien des cas, la libéralisation des échanges et des mouvements de capitaux étrangers n'avait pas été effectuée dans le bon ordre. D'après ces auteurs, le fait que les mouvements de capitaux aient été libéralisés avant les échanges a eu des effets déstabilisants qui se sont traduits au départ par de grandes fluctuations du taux de change<sup>12</sup>.

Les auteurs de travaux plus récents soutiennent aussi qu'il est préférable de libéraliser les échanges avant de lancer toute autre réforme d'envergure. Plus précisément, consolider les droits de propriété et supprimer les barrières à la concurrence sur le marché national (par des réformes de la RMP notamment) avant de libéraliser les échanges pourrait favoriser l'entrée sur le marché d'entreprises relativement inefficaces et donc induire une baisse de la productivité globale (Asturias et autres, 2016). En revanche, selon d'autres chercheurs, si les réformes dans ces trois domaines ne peuvent être mises en place l'une à la suite de l'autre dans un délai raisonnable, il faudrait alors viser en priorité à améliorer l'exécution des contrats et à réduire les barrières à la concurrence, étant donné que ces objectifs peuvent offrir des avantages immédiats et accroître considérablement les gains d'efficacité générés à terme par l'ouverture des échanges (voir Chang, Kaltani et Loayza, 2009; Bolaky et Freund, 2004). En définitive, l'échelonement idéal de la mise en œuvre des réformes dans ces trois domaines est fonction de la capacité politique et financière des États à procéder aux réformes avec célérité<sup>13</sup>.

◀ *La manière d'échelonner la mise en œuvre d'un ensemble de réformes complémentaires peut également avoir de l'importance.*

<sup>11</sup> Bouis et autres (2012) présentent des informations supplémentaires.

<sup>12</sup> Libéraliser le compte de capital en même temps que les échanges peut entraîner une perte de productivité en raison d'une surréaction initiale des entrées de capitaux et du taux de change réel. La surréaction du taux de change réel aurait comme conséquence d'éroder la compétitivité des biens et services exportés. Dans le même ordre d'idées, voir Johnson (1967).

<sup>13</sup> En revanche, dans plusieurs économies postcommunistes en transition, l'interrelation des réformes a été le facteur ayant motivé l'adoption d'une approche du remède de cheval choisie en vue de corriger toutes les distorsions majeures d'emblée. Cette stratégie a donné des résultats mitigés. Les modèles d'économie politique de Dewatripont et Roland (1995) et de Wei (1997) montrent pourquoi de telles stratégies n'obtiennent pas toujours le soutien politique nécessaire à leur réussite. Ils illustrent aussi comment, dans le cadre d'une approche plus graduelle, la séquence idéale des réformes dépend du rythme auquel les réformes peuvent être traduites dans les faits.

## Grandes vagues de réformes structurelles dans les économies émergentes

Les réformes structurelles se sont faites dans les économies émergentes selon quatre grandes vagues (Fonds monétaire international, 2008). La première vague a débuté dans les années 1980 à la suite de la crise de l'endettement. Ce premier volet était axé sur la libéralisation des échanges et constituait une rupture avec les politiques infructueuses qui misaient sur la substitution des importations<sup>14</sup>. Les pays émergents prirent ainsi part à plusieurs cycles de négociations commerciales multilatérales et régionales au cours des années 1980 et 1990.

La deuxième vague de réformes, lancée au début des années 1990, concernait surtout l'ouverture du secteur financier national et du compte de capital. Ces réformes sont considérées comme la clé de voûte d'une croissance soutenue du fait qu'elles améliorent l'investissement, stimulent l'innovation, facilitent les transferts de technologies et favorisent une affectation plus efficiente des capitaux (Dabla-Norris et autres, 2014). La troisième vague de réformes, qui portait sur l'adoption de politiques agricoles axées sur le marché, s'est amplifiée dans les années 1990 (Fonds monétaire international, 2008). Enfin, la dernière vague de réformes dans les économies émergentes était centrée sur la déréglementation des secteurs des télécommunications et de l'électricité, et a débuté dans la seconde moitié de la décennie 1990.

Ces réformes structurelles, jumelées à un environnement externe favorable, ont probablement contribué à la croissance de la productivité totale des facteurs<sup>15</sup>. Au cours des quinze dernières années, les réformes structurelles se sont toutefois essouffées. Ce ralentissement est perçu comme un facteur important de la décélération de la croissance observée dans les économies émergentes après la crise<sup>16</sup>. Reconnaisant ce lien majeur et désirant relancer la croissance mondiale, les dirigeants du G20 ont amorcé en 2009 une stratégie en vue d'une croissance forte, durable et équilibrée, notamment en préconisant des réformes structurelles au sein des pays membres (qui comprennent des économies avancées et des économies émergentes) (Encadré 1).

◀ *Au cours des quinze dernières années, les réformes structurelles se sont toutefois essouffées.*

## Récents réformes structurelles dans les grandes économies émergentes et besoins prioritaires

Si les progrès sur le plan des réformes structurelles varient énormément d'une économie émergente à l'autre, plusieurs mesures récemment annoncées semblent cibler les contraintes les plus criantes et, du fait même, ouvrir de vastes perspectives pour l'accroissement de la production potentielle<sup>17</sup>.

<sup>14</sup> Une stratégie de substitution des importations s'articule autour du renforcement des barrières à l'importation dans des secteurs ciblés afin de favoriser la production locale destinée à la consommation intérieure, plutôt que la production destinée à l'exportation, le but étant de créer de l'emploi, de réduire la demande de devises, et aussi d'encourager l'autosuffisance.

<sup>15</sup> Par exemple, selon Cubeddu et autres (2014), la croissance de la PTF a augmenté de 1,5 point de pourcentage dans la période ayant précédé la crise financière mondiale, et les réformes structurelles menées dans les décennies antérieures ont été au nombre des facteurs responsables de cette augmentation.

<sup>16</sup> Voir notamment Didier et autres (2015, p. 43-44).

<sup>17</sup> Plusieurs des principales propositions de réforme sont décrites dans les stratégies de croissance globales du G20, présentées à l'Encadré 1. Un certain nombre de politiques supplémentaires ont aussi été prévues séparément dans le cadre d'ambitieux projets de réforme nationaux, comme ceux annoncés à l'occasion de la troisième réunion plénière du parti communiste chinois en 2013 ou contenus dans le « Pacte pour le Mexique » de 2012 au Mexique. Nous avons utilisé ces diverses sources pour établir une liste de 90 grands objectifs de réforme annoncés dans les 6 principaux marchés émergents (le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique et la Turquie) et pour faire le suivi des mesures prises en vue d'atteindre ces objectifs.

## Encadré 1

## Initiatives du G20 pour promouvoir les réformes structurelles

En 2009, les dirigeants du G20 ont lancé le Cadre pour une croissance forte, durable et équilibrée. Au nombre des éléments clés de cette stratégie figurent des réformes structurelles visant à favoriser la demande privée et à renforcer la croissance de la production potentielle à long terme (Fonds monétaire international, 2016a).

Au sommet de Brisbane en 2014, les dirigeants du G20 ont adopté l'initiative de stratégies de croissance globales, qui était destinée à accroître le PIB d'au moins 2 % au-dessus de la trajectoire de référence sur les cinq années suivantes. Outre la relance de la demande à court terme, l'objectif des stratégies était de faire augmenter la croissance potentielle grâce à un train de mesures : 1) réformes du marché des produits et du marché du travail; 2) investissement dans les infrastructures publiques; 3) réformes de la fiscalité; 4) politiques sur

l'innovation. Les membres du G20 ont depuis proposé plus d'un millier de mesures de nature structurelle afin de respecter leurs engagements en matière de croissance.

La mise en œuvre de ces réformes structurelles a été jusqu'ici inégale et incomplète. Selon une analyse du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de l'Organisation de coopération et de développement économiques, les réformes structurelles mises en place à ce jour ne produiront qu'environ le tiers de l'effet attendu sur la croissance du PIB mondial (Fonds monétaire international, 2016a). Lors de leur rencontre à Chengdu en juillet 2016, les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales du G20 ont souligné un certain retard dans la mise en œuvre des réformes structurelles et réaffirmé leur importance pour dynamiser la croissance de la production potentielle.

La plupart des grands pays émergents ont cerné au moins une priorité à l'égard de la réforme du marché des produits, et la majorité d'entre eux entendent augmenter sensiblement les enveloppes publiques consacrées aux infrastructures entre 2015 et 2018. Plusieurs pays ont aussi mis l'accent sur la réduction des barrières aux investissements étrangers et des entreprises publiques inefficaces. Cela dit, bon nombre des trains de mesures proposés sont ambitieux, et leur mise en œuvre s'avère difficile.

D'après un examen des programmes de réforme entamés récemment dans plusieurs des grandes économies émergentes, les progrès réalisés dans les cinq principales catégories de réformes décrites plus haut sont variables. Au Brésil, en Inde et en Indonésie, les entraves structurelles à la croissance semblent majeures dans l'ensemble des catégories<sup>18</sup>. En Chine, les infrastructures et la flexibilité du marché du travail posent relativement peu de problèmes, mais le pays affiche du retard par rapport aux autres marchés émergents pour ce qui est de l'ouverture aux échanges et aux investissements internationaux et à l'absence de barrières à la concurrence. La Turquie, à l'inverse, est relativement ouverte aux échanges et aux investissements internationaux, mais la réforme de la réglementation du marché du travail et du marché des produits y serait un chantier plus important.

<sup>18</sup> Pour évaluer les entraves structurelles, nous avons pris en compte de nombreux indicateurs pour chaque catégorie de réformes. Par exemple, afin d'évaluer le niveau de concurrence et de réglementation sur les marchés, nous avons utilisé l'indicateur de réglementation des marchés de produits de l'OCDE, l'indice de restriction du commerce des services de l'OCDE (qui rend compte des barrières à la concurrence étrangère dans les secteurs des services de réseau et des services financiers), le coût des procédures de démarrage d'entreprises exprimé en pourcentage du revenu national brut (tiré du rapport *Doing Business* de la Banque mondiale), et le nombre d'heures moyen requis par les entreprises pour le paiement des taxes et impôts et la préparation des formalités y afférentes (autre indicateur tiré du rapport *Doing Business*). Les données qui ont servi à faire l'évaluation de toutes les catégories de réformes couvrent la période allant de 2010 à 2014 et proviennent surtout des indicateurs statistiques de l'OCDE relatifs à la réglementation et à la fiscalité, des évaluations du marché au titre de l'article IV du Fonds monétaire international (FMI), et de la Banque mondiale. Nos évaluations des progrès des réformes reposent sur des informations recueillies dans de multiples reportages, des documents de l'OCDE et du FMI accessibles au public, et de sources gouvernementales.



De façon générale, bien que les réformes aient été inégales et incomplètes jusqu'à maintenant, elles semblent axées sur les besoins prioritaires : les progrès ont été assez constants dans trois des quatre domaines où nous avons relevé des obstacles structurels de grande ampleur. Ces réformes devraient dynamiser la croissance potentielle, et les gains les plus importants devraient être observés en Chine, en Inde et au Mexique, des pays où les problèmes structurels les plus graves font l'objet d'une attention soutenue. Des investissements majeurs dans les infrastructures publiques et des réformes très attendues du marché des produits sont actuellement réalisés dans ces trois marchés. En outre, comme il ressort de récentes études sur la complémentarité des diverses réformes, les améliorations apportées aux infrastructures et un certain nombre de politiques de déréglementation pourraient accentuer les bénéfices tirés de la libéralisation des échanges menée au cours des deux dernières décennies. La Chine, l'Inde, l'Indonésie et le Mexique ont aussi récemment pris des mesures pour accroître les investissements étrangers et pour renforcer les lois sur la protection des investisseurs et des créanciers. Ces mesures devraient améliorer la gouvernance d'entreprise et compléter les efforts de libéralisation en cours du secteur financier et accomplis auparavant.

◀ *Les réformes ont été inégales et incomplètes jusqu'à maintenant, mais elles semblent axées sur les besoins prioritaires.*

Le Brésil et la Turquie se heurtent à plusieurs écueils dans la poursuite des objectifs de leurs réformes. La lenteur de la mise en œuvre des réformes dans ces pays s'explique en partie par une conjoncture difficile, à laquelle s'ajoutent des contraintes budgétaires et une inflation élevée. Des études antérieures montrent que le soutien apporté par les politiques budgétaires et monétaires est essentiel à la réalisation de percées importantes dans le cadre de certaines réformes. Ainsi, dans ces marchés, l'amélioration de la marge de manœuvre budgétaire et des retombées de la politique monétaire pourrait constituer une première étape importante avant le lancement d'autres réformes, particulièrement celles qui portent sur les investissements en infrastructures publiques et sur la législation en matière d'emploi et d'avantages sociaux<sup>19</sup>.

Pour les économies émergentes touchées par une récession, un autre obstacle serait la difficulté politique à mettre en œuvre des réformes en période de ralentissement, car les coûts qu'elles engendrent sont immédiats alors que leurs bénéfices ne se matérialisent que lentement. De fait, lorsque le climat économique est morose, ceux qui profitent des barrières érigées contre la concurrence pourraient être mieux à même de tirer parti de la résistance au changement. En définitive, la capacité des acteurs à obtenir des appuis politiques forts en faveur des réformes structurelles dépendra de l'issue des négociations entre les différents groupes d'intérêt (Fonds monétaire international, 2015).

## Quantification de l'incidence des réformes structurelles sur la croissance potentielle dans les économies émergentes

Quelle sera la contribution potentielle des réformes structurelles mises en œuvre et planifiées récemment à la croissance économique de ces marchés? Une abondante littérature fournit des informations utiles sur les avantages attendus des diverses catégories de réformes et sur les conditions dont ils

<sup>19</sup> Pour alléger ces contraintes, il pourrait être nécessaire de cibler les entraves structurelles importantes dans les domaines où les gains ne dépendent pas fondamentalement du maintien de politiques budgétaires et monétaires favorables. Quand la croissance atone dure, les recettes fiscales chutent, alors qu'augmentent les dépenses sociales et le financement par emprunt, ce qui amenuise davantage la marge de manœuvre budgétaire (Didier et autres, 2015).

## Encadré 2

## Un modèle quantitatif pour les réformes structurelles

Des chercheurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont mis au point un modèle<sup>1</sup> qui met en correspondance les réformes et les variations enregistrées dans la productivité du travail (et le PIB réel), d'après la relation de convergence conditionnelle et empirique suivante :

$$\Delta \ln y = (0,09 - 0,02 \cdot RMP) \cdot (\ln y^* - \ln y),$$

où  $\ln y$  est la production par heure travaillée,  $\ln y^*$  la production par heure travaillée à long terme, et  $RMP$  un indice de réglementation du marché des produits (dans lequel les valeurs élevées représentent des restrictions importantes). La production (actuelle et à long terme) par heure travaillée est obtenue de façon endogène au moyen d'un grand nombre de relations estimées empiriquement qui relient plusieurs indicateurs exogènes des politiques, de la réglementation et des frictions du marché (dont l'indice de réglementation du marché des produits) aux investissements, aux échanges, aux investissements directs étrangers, à l'accumulation de capital humain, à l'emploi et à la recherche-développement<sup>2</sup>.

Le Fonds monétaire international (FMI) et l'OCDE ont combiné un cadre similaire avec le modèle d'équilibre général mondial du FMI pour estimer, pays par pays, les incidences des engagements de réforme pris par le G20, exposés dans l'Encadré 1. La méthode utilisée pour estimer les incidences des réformes sur la croissance de la production par travailleur et sur l'emploi a consisté à simuler l'effet de chocs sur chacun des indicateurs de politique pertinents dans le modèle, à partir des variations des indicateurs que laissaient supposer les réponses issues d'enquêtes nationales, ou qui avaient été provoquées dans le passé par des réformes analogues.

Les mouvements estimés de l'emploi et de la productivité du travail permettent ensuite de simuler les incidences sur le PIB mondial à l'aide du modèle d'équilibre général du FMI pour le G20, lequel est à même de rendre compte des répercussions internationales causées par l'évolution des échanges internationaux et des prix mondiaux. Le modèle du FMI pour le G20 sert également à estimer les effets des investissements dans les infrastructures publiques réalisés par chacun des pays, ce que le modèle de l'OCDE ne permet pas de faire directement<sup>3</sup>.

1 Barnes et autres (2013) apportent des renseignements détaillés sur le modèle. Les paramètres du modèle sont fondés sur des estimations des effets marginaux moyens des politiques sur les résultats économiques provenant de plusieurs études de l'OCDE.

2 La plupart des paramètres du modèle reposent sur des relations empiriques de forme réduite ayant été estimées de façon indépendante à l'aide de données sur plusieurs pays (principalement des membres de l'OCDE). Un petit nombre de paramètres sont calibrés par hypothèse. Le modèle est constitué de 24 variables endogènes et de 26 variables exogènes liées à des politiques. Bon nombre des indicateurs liés aux politiques ont été obtenus au moyen du codage des réponses des gouvernements nationaux à des enquêtes périodiques sur plusieurs mesures réglementaires et juridiques. Pour en savoir plus, visiter le site Web de l'OCDE : <http://www.oecd.org/eco/growth/indicatorsofproductmarketregulation-homepage.htm#Sources> (en anglais seulement).

3 Comme les investissements dans les infrastructures ne sont pas modélisés explicitement dans le cadre conçu par l'OCDE, il est nécessaire de compléter celui-ci avec des estimations de l'incidence de ce domaine clé des réformes, calculées au moyen d'un second modèle ou avec des mesures de l'élasticité de la production estimées de façon empirique. La méthodologie complète utilisée par le G20 pour obtenir les estimations de l'incidence des réformes est décrite dans le site Web de l'OCDE : <https://www.oecd.org/g20/summits/brisbane> (en anglais seulement).

dépendent. Or, l'utilisation de ces informations pour quantifier l'incidence économique des différents programmes de réforme dans tel ou tel pays présente plusieurs difficultés sur le plan des données et de la modélisation.

Pour quantifier les effets de la récente vague de réformes structurelles engagées dans les grandes économies émergentes, nous nous appuyons sur le modèle de croissance de Solow semi-structurel et enrichi, construit par l'OCDE. Ce modèle combine les relations empiriques les plus courantes fondées sur des estimations tirées d'un grand nombre de modèles de régression linéaire multipays (tenant compte des effets de dizaines d'indicateurs de réforme), de façon à créer un modèle unifié de l'ensemble de l'économie. Nous résumons les principales caractéristiques du modèle dans l'Encadré 2.

**Tableau 1 : Incidence des réformes structurelles prévues sur la croissance de la production potentielle**

Augmentation annuelle moyenne en points de pourcentage du PIB réel potentiel, de 2016 à 2018

	Chine	Inde	Indonésie	Mexique
Réformes de la réglementation des marchés de produits	0,62	0,42	0,27	0,27
Libéralisation des échanges et des IDE	0,47	0,68	-	0,72
Infrastructures <sup>a</sup>	0,72	0,36	1,20	0,95
Autres	0,18-0,26	0,02	0,19-0,30	-
<b>Total</b>	<b>2,0-2,1</b>	<b>1,5</b>	<b>1,7-1,8</b>	<b>1,9</b>

a. Les estimations sont fondées sur la mise en œuvre intégrale des plans d'investissement annoncés pour la période 2015-2018. Les investissements effectifs pourraient être moindres. Dans le cas du Mexique, il n'y a pas de surcroît estimé de la production potentielle en 2016, compte tenu des dépenses réelles de 2015

Nota : IDE signifie « investissement direct étranger ».

Notre analyse concerne surtout les pays émergents qui, depuis 2014, se sont le plus attachés à mettre en œuvre et à planifier des réformes : la Chine, l'Inde, l'Indonésie et le Mexique. Comme nous n'avons pas accès aux données détaillées des enquêtes de l'OCDE qui permettraient d'isoler l'influence directe de chaque réforme structurelle sur les indicateurs du modèle, nous devons formuler des hypothèses sur la variation de ces indicateurs dans le cadre des récentes réformes. Nous supposons qu'une réforme importante d'une politique dans un pays améliore la valeur d'un indicateur donné, de façon à ce que celui-ci égale le score correspondant du pays immédiatement le moins contraignant<sup>20</sup>. Pour saisir les effets des projets d'infrastructure récents et programmés, nous estimons les variations implicites du stock d'infrastructures pour la période 2014-2018 (d'après la différence entre les dépenses moyennes d'infrastructure avant la réforme et les dépenses prévues) puis nous chiffrons l'incidence de ces projets sur la production en nous basant sur la mesure de l'élasticité de la production estimée par Bom et Lighthart (2014) à partir d'une méta-analyse<sup>21</sup>.

Les effets estimés pour la période 2016-2018 sont exposés au **Tableau 1**. Ces estimations montrent que les réformes touchant le marché des produits, les échanges et l'investissement direct étranger d'une part, et la construction d'infrastructures d'autre part, pourraient chacune concourir très largement à la hausse de la production potentielle et tonifier la croissance annuelle du PIB dans ces marchés à hauteur de 2 points de pourcentage d'ici 2018. Dans le cas de la réforme du marché des produits et de la libéralisation des échanges, près de la totalité de la contribution estimée prend la forme d'une augmentation de la croissance de la productivité totale des facteurs<sup>22</sup>.

Bien que ces estimations fassent ressortir des complémentarités entre les diverses réformes structurelles, elles y parviennent de manière assez rudimentaire. Dans le modèle, les réformes structurelles influent sur la croissance

◀ *Les réformes structurelles anticipées pourraient concourir très largement à la croissance annuelle du PIB dans ces marchés, à hauteur de 2 points de pourcentage d'ici 2018.*

<sup>20</sup> Selon l'indicateur retenu, l'échantillon se compose de 12 à 25 pays émergents. Dans la plupart des cas, cette hypothèse aboutit à des variations contrefactuelles somme toute modérées de l'indice connexe. Comme les données chronologiques sur les réformes passées et sur les mesures de ces divers indices des pays émergents sont limitées, il est impossible d'estimer directement les variations moyennes des indices provoquées par des réformes en particulier. Nos résultats sur les effets des politiques étant basés sur des données limitées, ils n'ont qu'une valeur indicative.

<sup>21</sup> L'estimation médiane de Bom et Lighthart tirée de récentes études sur l'élasticité du PIB relativement au stock d'infrastructures est approximativement de 0,15, ce qui signifie qu'une hausse du stock d'infrastructures de 10 % accroît le niveau du PIB de 1,5 %.

<sup>22</sup> Puisque l'estimation de l'incidence des investissements dans les infrastructures repose sur des hypothèses qui ne relèvent pas du modèle, nous ne pouvons pas décomposer les effets sur la productivité en contributions à la PTF et en apports au stock global de capital.

de la productivité du travail en élevant le niveau de long terme et en accélérant le rythme de progression avec lequel ce niveau est atteint. Ainsi, en faisant croître la productivité à long terme, l'amélioration des valeurs d'un indicateur associé à telle ou telle réforme amplifie les effets cumulés d'autres réformes sur la croissance. La structure relativement simple du modèle ne lui permet toutefois pas de rendre compte des incidences potentiellement importantes des réformes à l'équilibre général comme les modèles d'équilibre général microéconomiques peuvent le faire, notamment les effets d'entraînement donnant lieu à des variations des prix relatifs. De plus, la séquence des réformes ne joue pas un rôle significatif dans ce cadre.

Une autre approche pratique pour évaluer les effets d'entraînement à court et à long terme d'une réforme donnée sur des secteurs (ou marchés) distincts mais interreliés de l'économie consiste à simuler les incidences des réformes au moyen de modèles d'équilibre général propres à un pays et à une réforme, à la manière de García-Santana et Pijoan-Mas (2014). Ces modèles permettent aussi aux chercheurs de comparer les résultats obtenus par des scénarios de réforme contrefactuels différents. Cette comparaison est utile lorsqu'il s'agit par exemple d'étudier la séquence optimale de la mise en œuvre des réformes, ainsi que le montrent Asturias et autres (2016). Cependant, si les modèles d'équilibre général fonctionnent bien pour évaluer seulement quelques grandes réformes et leurs retombées sur un groupe de secteurs ou de marchés d'intérêt prioritaire, l'analyse et les calculs peuvent devenir extrêmement compliqués lorsque les modèles sont appliqués à un vaste ensemble de politiques, comme celles que nous examinons<sup>23</sup>.

Étant donné que les paramètres du modèle de l'OCDE sont essentiellement estimés d'après des relations moyennes historiques valables pour les pays de l'OCDE, qui sont pour la plupart des économies avancées, ces simulations pourraient sous-estimer l'incidence des réformes dans les économies émergentes. Comme Didier et autres (2015) le font observer, il semble que les écarts de productivité et la mauvaise répartition des capitaux et de la main-d'œuvre entre les secteurs soient plus importants dans les économies émergentes. De plus, les récents projets de réforme amorcés en Chine, en Inde, en Indonésie et au Mexique avaient une portée générale. Par conséquent, les complémentarités que le modèle n'a pas prises en compte vont probablement au-delà des relations historiques existant parmi les économies avancées.

Nos simulations pourraient aussi surévaluer l'apport des réformes dans ces économies émergentes à plus d'un titre. Certains des projets visés par notre analyse n'en sont qu'à leurs débuts. Il se peut donc que leurs bénéfices se matérialisent après un délai plus long que celui supposé dans nos simulations, et que plusieurs des difficultés déjà mentionnées auxquelles sont maintenant confrontées les économies émergentes entraînent des retards imprévus dans la mise en œuvre. Par exemple, l'apport important des infrastructures à la croissance est fondé sur les dépenses budgétaires programmées pour la période, mais les investissements réels pourraient être moindres en cas de restrictions budgétaires. Les retombées de ces politiques dépendent aussi de la séquence des réformes, et l'incidence de certaines réformes pourrait être plus faible que ce qui s'observe en général au sein de l'OCDE si les piliers juridiques et institutionnels requis ne sont pas encore bien établis.

<sup>23</sup> Le calibrage des paramètres du modèle pour plusieurs pays émergents est un exercice qui peut être gourmand en données (surtout si les réformes étudiées nécessitent des modèles multisectoriels), notamment en données qui ne sont pas facilement accessibles, comme c'est le cas pour certains pays émergents.

## Conclusion

La conjoncture économique mondiale ne sera pas aussi favorable aux économies émergentes qu'elle l'a été dans la décennie qui a précédé la crise financière. Les économies émergentes devront mettre en œuvre des réformes structurelles pour parvenir à une croissance forte et durable et converger vers des niveaux de revenu plus élevés. Dernièrement, les gouvernements de plusieurs grands pays émergents ont fait sensiblement avancer leurs programmes de réforme. Ces réformes devraient contribuer à stimuler la croissance de la productivité totale des facteurs et faciliter l'accumulation du capital, et les estimations de notre modèle semblent signaler que les retombées pourraient être de taille. Puisque les pays émergents représentent désormais la majeure partie du PIB mondial, de telles perspectives de croissance sont un facteur déterminant des perspectives mondiales. L'attention accordée aux économies émergentes dans le présent article ne doit pas faire oublier que, dans les économies avancées également, l'atteinte d'une croissance durable passe par la mise en place de réformes structurelles. Comme le fait valoir le Fonds monétaire international (2016b), les réformes qui prévoient des mesures de relance budgétaire (par exemple, des dépenses d'infrastructure ou la réduction des distorsions associées à l'imposition des revenus de travail) et les réformes qui font diminuer les barrières à l'entrée dans les marchés des produits et services pourraient être les plus utiles dans le climat économique actuel, car elles stimuleraient la croissance du PIB à court et à moyen terme. Les réformes de ce genre profiteraient également aux économies émergentes parce qu'elles contribuent à renforcer la demande mondiale.

---

## Ouvrages et articles cités

- Abiad, A., N. Oomes et K. Ueda (2008). « The Quality Effect: Does Financial Liberalization Improve the Allocation of Capital? », *Journal of Development Economics*, vol. 87, n° 2, p. 270-282.
- Asturias, J., S. Hur, T. J. Kehoe et K. J. Ruhl (2016). « The Interaction and Sequencing of Policy Reforms », *Journal of Economic Dynamics and Control*. À paraître.
- Banque mondiale (2014). *Growth in the Post-Crisis Global Economy: Policy Challenges for Developing Countries*, Comité du développement des conseils des gouverneurs de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, mars.
- Barnes, S., R. Bouis, P. Briard, S. Dougherty et M. Eris (2013). *The GDP Impact of Reform: A Simple Simulation Framework*, document de travail n° 834, Département des Affaires économiques, Organisation de coopération et de développement économiques.
- Blackburn, K., et G. F. Forges-Puccio (2010). « Financial Liberalization, Bureaucratic Corruption and Economic Development », *Journal of International Money and Finance*, vol. 29, n° 7, p. 1321-1339.

- Bolaky, B., et C. L. Freund (2004). *Trade, Regulations, and Growth*, coll. « Documents de travail consacrés à la recherche sur les politiques », n° 3255, Banque mondiale.
- Bom, P. R., et J. E. Ligthart (2014). « What Have We Learned from Three Decades of Research on the Productivity of Public Capital? », *Journal of Economic Surveys*, vol. 28, n° 5, p. 889-916.
- Bordon, A. R., C. Ebeke et K. Shirono (2016). *When Do Structural Reforms Work? On the Role of the Business Cycle and Macroeconomic Policies*, document de travail n° WP/16/62, Fonds monétaire international.
- Bouis, R., O. Causa, L. Demmou, R. Duval et A. Zdzienicka (2012). *The Short-Term Effects of Structural Reforms: An Empirical Analysis*, document de travail n° 949, Département des Affaires économiques, Organisation de coopération et de développement économiques.
- Calderón, C., et L. Servén (2008). *Infrastructure and Economic Development in Sub-Saharan Africa*, coll. « Documents de travail consacrés à la recherche sur les politiques », n° 4712, Banque mondiale.
- (2010). *Infrastructure in Latin America*, coll. « Documents de travail consacrés à la recherche sur les politiques », n° 5317, Banque mondiale.
- Caselli, F., et N. Gennaioli (2008). « Economics and Politics of Alternative Institutional Reforms », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 123, n° 3, p. 1197-1250.
- Chang, R., L. Kaltani et N. Loayza (2009). « Openness Can Be Good for Growth: The Role of Policy Complementarities », *Journal of Development Economics*, vol. 90, n° 1, p. 33-49.
- Christiansen, L., M. Schindler et T. Tressel (2013). « Growth and Structural Reforms: A New Assessment », *Journal of International Economics*, vol. 89, n° 2, p. 347-356.
- Cubeddu, L., A. Culiuc, G. Fayad, Y. Gao, K. Kochhar, A. Kyobe, C. Oner, R. Perrelli, S. Sanya, E. Tsounta et Z. Zhang (2014). *Emerging Markets in Transition: Growth Prospects and Challenges*, coll. « Staff Discussion Notes », n° 14/06, Fonds monétaire international.
- Dabla-Norris, E., G. Ho, K. Kochhar, A. Kyobe et R. Tchaidze (2014). « Anchoring Growth: The Importance of Productivity-Enhancing Reforms in Emerging Market and Developing Economies », *Journal of International Commerce, Economics and Policy*, vol. 5, n° 2.
- Dewatripont, M., et G. Roland (1995). « The Design of Reform Packages Under Uncertainty », *The American Economic Review*, vol. 85, n° 5, p. 1207-1223.
- Didier, T., M. A. Kose, F. Ohnsorge et L. S. Ye (2015). *Slowdown in Emerging Markets: Rough Patch or Prolonged Weakness?*, coll. « Documents de recherche sur les politiques », n° 15/04, Banque mondiale.
- Djankov, S., R. La Porta, F. Lopez-de-Silanes et A. Shleifer (2008). « The Law and Economics of Self-Dealing », *Journal of Financial Economics*, vol. 88, n° 3, p. 430-465.

- Djankov, S., R. La Porta, F. Lopez-de-Silanes et A. Shleifer (2002). « The Regulation of Entry », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 117, n° 1, p. 1-37.
- Djankov, S., C. McLiesh et R. M. Ramalho (2006). « Regulation and Growth », *Economics Letters*, vol. 92, n° 3, p. 395-401.
- Edwards, S. (1984). « The Order of Liberalization of the External Sector in Developing Countries », *Essays in International Finance*, vol. 156, décembre, p. 1-28.
- Esfahani, H. S., et M. T. Ramírez (2003). « Institutions, Infrastructure, and Economic Growth », *Journal of Development Economics*, vol. 70, n° 2, p. 443-477.
- Fonds monétaire international (FMI) (2016a). *Staff Note for the G20—A Guiding Framework for Structural Reforms*, document d'orientation, mars.
- (2016b). « Le moment est-il venu de stimuler l'offre? Effets macro-économiques des réformes des marchés du travail et des produits dans les pays avancés », *Perspectives de l'économie mondiale*, chapitre 3, avril.
- (2015). *Structural Reforms and Macroeconomic Performance: Initial Considerations for the Fund*, document d'orientation, octobre.
- (2014). « Le moment est-il propice à une relance des infrastructures? Les effets macroéconomiques de l'investissement public », *Perspectives de l'économie mondiale*, chapitre 3, octobre.
- (2008). *Structural Reforms and Economic Performance in Advanced and Developing Economies*, document de travail, Département des recherches, juin.
- Frenkel, J. (1982). « The Order of Economic Liberalization: Lessons from Chile and Argentina: A Comment », *Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy*, vol. 17, p. 199-201.
- Galindo, A., F. Schiantarelli et A. Weiss (2007). « Does Financial Liberalization Improve the Allocation of Investment?: Micro-Evidence from Developing Countries », *Journal of Development Economics*, vol. 83, n° 2, p. 562-587.
- García-Santana, M., et J. Pijoan-Mas (2014). « The Reservation Laws in India and the Misallocation of Production Factors », *Journal of Monetary Economics*, vol. 66, p. 193-209.
- Gorodnichenko, Y., et M. Schnitzer (2013). « Financial Constraints and Innovation: Why Poor Countries Don't Catch Up », *Journal of the European Economic Association*, vol. 11, n° 5, p. 1115-1152.
- Hausmann, R., D. Rodrik et A. Velasco (2008). « Growth Diagnostics », *The Washington Consensus Reconsidered: Towards a New Global Governance*, sous la direction de N. Serra et J. E. Stiglitz, New York (New York), Oxford University Press, p. 324-355.

- Herwartz, H., et Y. M. Walle (2014). « Openness and the Finance-Growth Nexus », *Journal of Banking and Finance*, vol. 48, p. 235-247.
- Honig, A. (2008). « Addressing Causality in the Effect of Capital Account Liberalization on Growth », *Journal of Macroeconomics*, vol. 30, n° 4, p. 1602-1616.
- Johnson, H. G. (1967). « The Possibility of Income Losses from Increased Efficiency or Factor Accumulation in the Presence of Tariffs », *The Economic Journal*, vol. 77, n° 305, p. 151-154.
- La Porta, R., F. Lopez-de-Silanes, A. Shleifer et R. Vishny (2000). « Investor Protection and Corporate Governance », *Journal of Financial Economics*, vol. 58, n° 1, p. 3-27.
- Loayza, N. V., A. M. Oviedo et L. Servén (2005). *The Impact of Regulation on Growth and Informality: Cross-Country Evidence*, coll. « Documents de travail consacrés à la recherche sur les politiques », n° 3623, Banque mondiale.
- Nicoletti, G., et S. Scarpetta (2003). « Regulation, Productivity and Growth: OECD Evidence », *Economic Policy*, vol. 18, n° 36, p. 9-72.
- Poloz, S. S. (2016). *Un nouveau point d'équilibre : commerce international, productivité et croissance économique*, discours prononcé devant l'Association canadienne du commerce des valeurs mobilières et de la Securities Industry and Financial Markets Association, New York (New York), 26 avril.
- Prasad, E., R. Rajan et A. Subramanian (2007). « Foreign Capital and Economic Growth », *Brookings Papers on Economic Activity*, n° 1, p. 153-230.
- Prati, A., M. G. Onorato et C. Papageorgiou (2013). « Which Reforms Work and Under What Institutional Environment? Evidence from a New Data Set on Structural Reforms », *The Review of Economics and Statistics*, vol. 95, n° 3, p. 946-968.
- Rajan, R., et L. Zingales (1998). « Financial Dependence and Growth », *The American Economic Review*, vol. 88, n° 3, p. 559-586.
- Saadi Sedik, T., et T. Sun (2012). *Effects of Capital Flow Liberalization: What is the Evidence from Recent Experiences of Emerging Market Economies?*, document de travail n° 12/275, Fonds monétaire international.
- Sachs, J. D., et A. Warner (1995). « Economic Reform and the Process of Global Integration », *Brookings Papers on Economic Activity*, n° 1, p. 1-118.
- Wacziarg, R., et K. H. Welch (2008). « Trade Liberalization and Growth: New Evidence », *The World Bank Economic Review*, vol. 22, n° 2, p. 187-231.
- Wei, S. J. (1997). « Gradualism Versus Big Bang: Speed and Sustainability of Reforms », *Revue canadienne d'économique*, vol. 30, n° 4, p. 1234-1247.